



Comité Technique Local du 6 avril 2017

DÉCLARATION DE BOYCOTT

Lancé dans une folle course à la destruction de toute la DGFIP, le directeur général a désormais choisi de s'attaquer au dialogue social. Il diminue les temps de préparations et de compte-rendus et ne prend plus en charge les frais des élus suppléants dans les CAP locales ou les CT locaux par exemple...

L'objectif du directeur général est de remettre en cause les droits des agents !

C'est une dégradation délibérée du dialogue social ! Ce sont d'énormes difficultés, voire l'impossibilité, pour les représentants à défendre les droits à mutation, à avancement, à recours contre l'évaluation, et plus généralement les conditions de vie au travail et les missions.

· Sans CAP, il sera bien plus simple pour la direction d'imposer des mobilités forcées, de gérer de manière encore plus opaque les affectations et déroulements de carrière des collègues...

· Sans CT, de quelles informations disposerons-nous sur les projets de la Direction quant à l'avenir de nos missions ?

C'est bien à l'arbitraire des directeurs locaux que l'administration veut soumettre les agents !

C'est bien leur voix collective que le directeur général veut étouffer !

À la DGFIP, pourtant, nous avons été plus de 80 % à voter lors des dernières élections !

Attachés au respect de la démocratie, du droit syndical et des représentants et élus des personnels, tout comme à la défense individuelle des agents dans un cadre collectif, nous condamnons sans appel les décisions du directeur général et exigeons leur retrait.

C'est pourquoi les élu-e-s CGT, Solidaires, CFDT, FO refusent de siéger à la première convocation du CTL le 6 avril 2017.

Rennes, le 6 avril 2017